

Paris, le 16 janvier 2017

Dossier suivi par : XXXXXXXX  
N° de saisine : D2016-02537  
(à rappeler dans toute correspondance)

Objet : Recommandation du médiateur sur votre litige

Monsieur,

Ce litige concerne :

- les prix appliqués sur vos factures, notamment celle du 7 juin 2016 (abonnement mensuel : 12,06 euros HT ; consommation : 0,05409 euro HT/kWh), qui ne correspondraient pas à l'offre souscrite ;
- le refus du fournisseur A d'appliquer des tarifs réglementés de vente de gaz naturel sur la commune de XXXXX.

J'ai analysé votre dossier ainsi que les observations que le fournisseur A m'a adressées (jointes en annexe).

- **Sur les prix appliqués sur vos factures**

Le fournisseur A a indiqué que :

- vous aviez souscrit le 25 mai 2016 une offre à prix de marché dont l'évolution est indexée sur celle du tarif réglementé dit C+ ;
- votre contrat précisait les prix qui s'appliquaient au moment de la souscription (abonnement : 15,26 euros HT/mois ; consommation : 0,06273 euro HT /kWh) ;
- le tarif réglementé de vente de gaz naturel dit C+ varie quatre fois par an (janvier, avril, juillet et octobre).

Il a reconnu qu' « *une erreur est intervenue au moment de la saisie du contrat, ce qui a eu pour conséquence de fausser les montants et la fréquence des évolutions des prix facturés* ».

Cependant, il s'avère que les prix facturés de juin à novembre 2016 sont inférieurs à ceux qui auraient effectivement dû l'être (cf. tableaux comparatifs en annexe).

Je prends acte que le fournisseur A s'est engagé à ne pas rectifier les factures émises depuis juin 2016, ce qui est satisfaisant.

Madame X a confirmé accepter ces explications. Je considère donc votre litige clos sur ce point.

- **Sur le refus d'appliquer les tarifs réglementés de vente de gaz naturel**

Le fournisseur A a expliqué que :

- la commune de XXXX était une nouvelle concession de gaz naturel desservie par le distributeur Z;
- sur ces nouvelles concessions du distributeur Z, le régulateur aurait interdit au fournisseur A de proposer des tarifs réglementés ;
- ce dernier ne pourrait donc proposer que des offres à prix de marché.

Ces observations appellent de ma part les remarques suivantes :

L'article L. 445-4, alinéa 2, du Code de l'énergie prévoit que tout consommateur final de gaz naturel consommant moins de 30 000 kWh par an, ce qui est votre cas, peut bénéficier, sur tout site de consommation, des tarifs réglementés de vente de gaz naturel faisant l'objet des articles L. 445-1 et suivants dudit code.

Or, l'article R. 445-1 du même code ajoute que ces tarifs concernent tous les fournisseurs de gaz naturel, y compris ceux mentionnés au III de l'article L. 2 224-31 du Code général des collectivités territoriales, c'est-à-dire ceux proposant des offres de fourniture sur le territoire d'une nouvelle desserte gazière, ce qui est le cas dans la commune de XXX depuis octobre 2015.

Je ne vois par conséquent, au regard de ces textes, rien qui puisse justifier que ces tarifs ne puissent être proposés dans votre commune par le fournisseur A à tout consommateur consommant moins de 30 000 kilowattheures par an, même si ces tarifs devaient être ultérieurement supprimés, ce qui ne pourrait être décidé que par le législateur.

Je constate par ailleurs que des tarifs réglementés sont proposés par le fournisseur A sur trois communes (XXX, XXX et XXX) correspondant à de nouvelles concessions dont la distribution de gaz naturel est également assurée par le distributeur Z. L'actualisation de ces tarifs a récemment été approuvée par la Commission de régulation de l'énergie (CRE)<sup>1</sup>.

Ces tarifs réglementés (notamment pour ce qui concerne l'abonnement), vous l'avez relevé, sont inférieurs à ceux qui vous ont été proposés.

Cependant, je dois préciser que ces offres ne sont pas réellement comparables entre elles. Les écarts de prix constatés se justifient notamment parce que les coûts d'acheminement, qui couvrent la construction et l'exploitation du réseau, sont propres à chaque nouvelle concession. J'ai à cet égard pu vérifier que les tarifs d'acheminement sur le réseau public de distribution de gaz naturel pour la commune de XXX étaient supérieurs à ceux retenus pour les communes de XXXX, XXX et XXX<sup>2</sup>.

Ainsi, après une analyse détaillée des éléments de votre dossier, je vous recommande d'accepter ces explications.

**Je recommande au fournisseur A de présenter à la Commission de régulation de l'énergie une proposition de tarif réglementé de vente de gaz naturel pour les communes n'en disposant pas encore, en vue de leur fixation par voie d'arrêté.**

---

<sup>1</sup> Délibération de la Commission de régulation de l'énergie du 28 décembre 2016 portant vérification de la conformité du barème proposé par ES-Energies de Strasbourg au 1er janvier 2017 à la formule tarifaire fixée par l'arrêté du 29 juin 2015.

<sup>2</sup> Délibération du 2 juin 2016 portant évolution des grilles tarifaires des tarifs non péréqués d'utilisation des réseaux publics de distribution de gaz naturel au 1er juillet 2016. Il existe une différence de l'ordre de 25 % entre le coefficient multiplicateur pris en compte pour la commune de Still et de Bilwisheim pour déterminer le tarif d'acheminement.

J'adresse une copie de la présente recommandation à la DGEC (Direction générale de l'énergie et du climat) en charge de la mise en œuvre de la politique énergétique, à la FNCCR (Fédération nationale des collectivités concédantes et des régies) représentant les collectivités locales en charge de la distribution publique de l'énergie sur leur territoire, et à la CRE, chargée de vérifier la conformité des barèmes des tarifs réglementés de vente de gaz naturel.

Les solutions proposées en médiation ne peuvent être imposées aux parties.

Si vous êtes en désaccord avec cette recommandation, ou si le fournisseur A refuse de la mettre en œuvre, vous gardez la possibilité d'engager une action en justice dont l'analyse pourra être différente.

En application des dispositions de l'article R.122-3 du code de l'énergie, le fournisseur A m'informera dans un délai maximum de deux mois des suites données à cette recommandation.

Pour toute question relative à votre litige ou à la mise en œuvre de sa solution, vous pouvez déposer un message sur la plateforme SOLLEN.

Je vous prie de bien vouloir agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Le médiateur national de l'énergie  
Jean Gaubert



Copie : Fournisseur A,  
CRE (Monsieur XXX, Président, 15 rue Pasquier, 75008 Paris)  
FNCCR (Monsieur. XXXXX Président, 2 boulevard la Tour-Maubourg, 75007 Paris)  
DGEC (Madame XXXXXX, Directrice de l'énergie, Tour Séquoia, 1 place Carpeaux,  
92800 Puteaux